Coyah : après les inondations, des sinistrés plaident pour leur relogement !

19 août 2025 à 10h 43 - Alpha Oumar Baldé

Ces dernières semaines, des inondations ont frappé plusieurs familles de la préfecture de Coyah, faisant d'importants dégâts matériels et des pertes en vie humaine. Dans les quartiers de Kaléma, Fily et Tougandé, par exemple, des familles ont perdu leurs habitations. Hébergées en urgence à la maison des jeunes de Coyah, après les crues survenues dans la nuit du 21 au 22 juillet 2025, ces familles - plus de deux semaines après -, plaident pour la délocalisation de leurs habitations. C'est ce qui ressort des témoignages recueillis par un contributeur d'IdimiJam.com qui s'est rendu sur place.

Ousmane Soumah, sinistré du quartier Tougandé, affirme être bien traité depuis son arrivée. Mais il appelle les autorités à envisager une solution durable. « *On a tout ce qu'il nous faut : matelas, nourriture, prise en charge médicale (…) Chez nous, trois bâtiments se sont effondrés et c'était une grande concession. Nous sommes nombreux ici avec nos familles respectives. Les sinistrés de trois quartiers sont réunis : Tougandé, Laminayah et Kaléma. Mais nous ne pouvons pas rester éternellement dans une maison des jeunes. Nous demandons aux autorités de nous aider à reconstruire nos maisons* », lance-t-il.

Mamadi Souaré, victime d'inondations à Laminayah, se dit prêt à quitter Coyah si nécessaire. « *Depuis qu'on est ici, le préfet, les responsables de l'ANGUCH et ceux de la maison des jeunes nous traitent bien. Bien que ce soit un lieu de loisirs, les autorités de Coyah ont donné des instructions pour que nous ne soyons pas dérangés jusqu'à nouvel ordre. Mais il faut une solution durable, car même si tu construis un immeuble là-bas, ça ne servira à rien : l'eau reviendra toujours. Donc, même si on nous trouve une place à Kindia, on ira* », dit-il.

Kadé Savané, une femme d'une cinquantaine d'années ayant perdu son bâtiment au quartier Kaléma, témoigne avec amertume. « *Nous vivons dans la peur. Ici, nous mangeons bien, nous dormons bien, mais nous n'avons pas la paix du cœur. Nous avons des enfants avec nous et nous voudrions être relogés ailleurs. Notre maison était dans un bas-fond. Chaque année, nous craignions l'inondation. Aujourd'hui qu'elle s'est écroulée, nous ne voulons plus y retourner. Nous souhaitons être délocalisés* », plaide-t-elle.

Même son de cloche chez Fodé Oumar Savané, du quartier Fily 1, qui supplie les autorités de les aider. « *Ma maison est tombée sous l'effet de l'eau. Elle avait été construite du temps du général Lansana Conté et, à l'époque, il n'y avait pas d'inondations. Mais depuis que les Chinois ont commencé les travaux du pont de Kaka avec les remblayages, l'eau déborde. Ça date déjà du temps d'Alpha Condé. Chaque année, en juillet et août, nous sommes victimes. J'appelle les autorités à nous aider à avoir de nouvelles maisons. À mon âge, je ne peux plus reconstruire, même pour trouver la nourriture, c'est difficile. Chaque année, l'État dépense beaucoup pour nous les sinistrés. Il vaut mieux trouver un endroit où construire pour nous* », lance ce septuagénaire.

Coyah

Vivant avec son époux dans ce même centre, Mamaissata Haidara, l'une des deux femmes enceintes parmi les sinistrées, partage ces inquiétudes. « *On a l'habitude des inondations, mais l'eau qu'on a vue cette année, jamais on n'avait connu pareille. Trois maisons se sont effondrées chez nous, on a tout perdu (...) Impossible de retourner là-bas. Nous demandons aux autorités de nous trouver un abri, même à Kindia ou Forécariah, on est prêts à partir. Ici, parmi nous, il y a des malades et deux femmes enceintes, dont moi. D'ailleurs, l'une doit accoucher ce mois-ci, et moi aussi bientôt. Cela nous inquiète. En plus, nous sommes vendeuses au marché, nos maris sont ouvriers, mais aujourd'hui nous sommes à l'arrêt, sans rien* », confie-t-elle.

Face à ces plaintes, le président de la délégation spéciale de Coyah, Fodé Morlaye Bangoura, se veut rassurant, tout en restant prudent. « *Depuis le jour de l'inondation, ils sont logés à la maison des jeunes et pris en charge à 100% par l'État : nourriture et soins de santé. Avant, c'était la commune qui s'en occupait, avant l'arrivée de l'ANGUCH (Agence Nationale de Gestion des Urgences et Catastrophes Humanitaires, ndlr). La prise en charge médicale est assurée grâce à un partenariat avec l'hôpital préfectoral [de Coyah], et l'ANGUCH gère la nourriture. Concernant leur reconstruction ou leur délocalisation, je ne peux rien promettre pour l'instant, mais je sais que l'État prend des dispositions. Nous attendons de voir ensemble comment reloger ces familles* », a-t-il indiqué, pointant du doigt le manque d'entretien des caniveaux et les constructions anarchiques à l'origine des inondations.

Ainsi, le regard des 71 victimes, représentant 16 ménages, reste tourné vers le gouvernement guinéen, dans l'espoir de voir reconstruire leurs demeures.

Djenaba Diakité

© 2025 Idimijan | Tous les droits réservés